

Domaine

Droit, Économie, Gestion

Modalités de formation

Formation initiale
Formation continue
En alternance

Effectifs

Capacité d'accueil : 20 étudiants

Lieu(x) de formation

UFR de Droit et de Science Politique

Contact

Gestionnaire scolarité master 1

Hélène Parde

helene.parde@u-picardie.fr

Gestionnaire scolarité master 2

parcours droit social

Véronique Lejeune

veronique.lejeune@u-picardie.fr

Gestionnaire scolarité master 2

parcours droit des affaires

Nathalie Chenuaud

nathalie.chenuaud@u-picardie.fr

Candidature

[https://www.u-](https://www.u-picardie.fr/formation/candidater-s-inscrire/)

[picardie.fr/formation/candidater-s-](https://www.u-picardie.fr/formation/candidater-s-inscrire/)

[inscrire/](https://www.u-picardie.fr/formation/candidater-s-inscrire/)

Formation continue

Contact :

03 22 80 81 39

sfcu@u-picardie.fr

Demander une étude personnalisée de

financement : [https://www.u-](https://www.u-picardie.fr/sfcu/node/financement)

[picardie.fr/sfcu/node/financement](https://www.u-picardie.fr/sfcu/node/financement)

En savoir plus sur la Formation

continue : <https://www.u-picardie.fr/sfcu/>

MASTER ENTREPRISE

Les plus de cette formation

Droit des Affaires

Ce master forme des juristes spécialisé-e-s en droit des affaires

Il leur permet, grâce à des enseignements très tournés vers la pratique, de savoir trouver les règles juridiques pertinentes après avoir finement analysé les faits, les enjeux, la jurisprudence et la doctrine.

Aides à la décision, ils savent travailler en équipe et gérer les partenariats internes et externes. Experts dans leur domaine, ces juristes savent aussi expliquer les difficultés d'une situation ou

d'un point de droit. Ils sont formés pour proposer des préconisations et construire des plans d'action pour sécuriser juridiquement les situations.

Droit social

Ce master forme des juristes spécialisé-e-s dans cette matière riche et mouvante qu'est le droit social. Il leur permet, grâce à des enseignements très tournés vers la pratique, de savoir trouver les règles juridiques pertinentes après avoir finement analysé les faits, les enjeux,

la jurisprudence et la doctrine.

Aides à la décision, ils savent travailler en équipe et gérer les partenariats internes et externes. Experts dans leur domaine, ces juristes savent aussi expliquer les difficultés d'une situation ou d'un point de droit. Ils sont formés pour proposer des préconisations et construire des plans d'action pour sécuriser juridiquement les situations.

Parcours

- Droit des affaires (M2)
- Droit social (M2)

Compétences

- Savoir analyser les situations de fait afin de les qualifier juridiquement
- Appliquer à ces situations les règles juridiques pertinentes
- Connaître les positions et nuances jurisprudentielles sur un point de droit
- Savoir accéder à la doctrine juridique sur un sujet donné
- Maîtriser les exercices académiques (dissertation et commentaire d'arrêt) et pratiques (cas pratiques)
- Assurer la veille juridique et maintenir à niveau ses connaissances.

En complément des compétences ci-dessus, les étudiant-e-s devront être en mesure, à l'issue du M2, de :

- faire une analyse experte des difficultés juridiques posées par une situation de fait
- exposer de manière claire les enjeux et difficultés posés par cette situation
- proposer des préconisations et construire le cas échéant un plan d'action visant à sécuriser juridiquement les situations
- pouvoir gérer des liens de partenariat internes et externes pour optimiser la résolution de situations juridiquement délicates
- travailler en équipe et mettre en perspectives leur formation de juriste

Conditions d'accès

Licence Droit ou équivalent (sélection entrée en M1)

Après la formation

Poursuite d'études

doctorat

Débouchés professionnels

Parcours « droit des affaires » :

Études doctorales dans tous les domaines du droit privé et carrière universitaire, avocat, magistrat, huissier de justice, juriste d'entreprise (banques, assurances...), administrateur ou mandataire judiciaire, chef d'entreprise

Parcours « droit social » :

Juriste d'entreprise « droit social / RH », conseil, consultant, avocat en droit social (sous réserves CAPA), inspecteur du travail, cadre dans un organisme de protection sociale, responsable du service social dans un cabinet d'expertise comptable, juriste au sein d'organisations professionnelles ou d'associations

Organisation

Schéma général :

Le Master 1 Droit de l'entreprise est construit sur une spécialisation progressive des compétences :

- M1 - 1er semestre : enseignements fondamentaux commun à tous les étudiants
- M1 – 2nd semestre : Amorce de la spécialisation : choix d'un bloc de matières plus spécialisées (« droit des affaires » ou « droit social »).

Part du socle commun entre les parcours :

- 1er semestre du Master 1 : entièrement commun
2ème semestre du Master 1 : Unité 6 (valorisation – stage ou atelier de rédaction actes juridiques).
- Intégralité des enseignements réalisés en présentiel.
- Assiduité obligatoire en M2
- Formes des cours : cours magistraux et travaux dirigés
- Adaptation des enseignements et des plannings aux contraintes de la formation en alternance ou continue
- Assistance numérique pour tout enseignement.
- Assistance numérique pour la préparation des cours.
- Parcours Droit social : ouvert aux contrats de professionnalisation ;

Volume horaire : entre 691 h et 754 h au total, 120 crédits ECTS

Période de formation

Selon calendrier voté en CFVU

Contrôle des connaissances

Contrôle continu et/ou examens terminaux.

Responsable(s) pédagogique(s)

Droit Social
François HENOT
francois.henot@u-picardie.fr

Droit des Affaires
Antoine Tadros
tadros.antoine@u-picardie.fr

Droit des Affaires
Sophie Pellet
sophie.pellet@u-picardie.fr

Références & certifications

Identifiant RNCP : 34225

Codes ROME :

- H1102 : Management et ingénierie d'affaires
- K1901 : Aide et médiation judiciaire
- K1902 : Collaboration juridique
- K1903 : Défense et conseil juridique
- M1205 : Direction administrative et financière

Codes FORMACODE :

- 13274 : Droit privé
- 13115 : Connaissance entreprise
- 13266 : Droit judiciaire privé

Codes NSF :

- 312 : Commerce, vente

Programme

SEMESTRE 1 MASTER 1 DROIT DE L'ENTREPRISE	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
UE1 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX					18
- Contrats civils	46	30	16		7
- Droit bancaire	30	30			4
- Droit des entreprises en difficulté	46	30	16		7
UE2 ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES					12
- PARCOURS DROIT DES AFFAIRES					
- Choix enseignement complémentaire					
- Droit de la consommation et du surendettement	30	30			3
- Droit des marques et brevets	30	30			3
- Comptabilité	30	30			3
- Droit des assurances	30	30			3
- Droit interne de la concurrence	30	30			3
- PARCOURS DROIT SOCIAL					
- Choix enseignement complémentaire					
- Droit des assurances	30	30			3
- Droit des marques et brevets	30	30			3
- Comptabilité	30	30			3
- Droit de la consommation et du surendettement	30	30			3
- Droit interne de la concurrence	30	30			3
BONUS MASTER 1 SEMESTRE 1					

SEMESTRE 2 MASTER 1 DROIT DE L'ENTREPRISE	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
PARCOURS DROIT SOCIAL					
- BONUS MASTER 1 SEMESTRE 2					
- UE3 APPROFONDISSEMENT					12
- Droit social approfondi	46	30	16		6
- Droit de la sécurité sociale	46	30	16		6
- UE5 COMPETENCES TRANSVERSALES					6
- Atelier rédaction d'actes et contrats	5		5		2
- Stage					4
- UE4 ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES					12
- Anglais des relations sociales	20		20		3
- Droit européen des droits de l'Homme	30	30			3
- Droit international privé	30	30			3
- Gestion du personnel	30	30			3
PARCOURS DROIT DES AFFAIRES					
- BONUS MASTER 1 SEMESTRE 2					
- UE3 ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX					12
- Droit fiscal des affaires	46	30	16		6
- Instruments de paiement et de crédit	46	30	16		6
- UE5 COMPETENCES TRANSVERSALES					6
- Atelier rédaction d'actes et contrats	5		5		2
- Stage					4
- UE4 ENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES					12
- Anglais appliqué (Business Law)	20		20		3
- Choix enseignement complémentaire					
- Droit international privé	30	30			3

SEMESTRE 2 MASTER 1 DROIT DE L'ENTREPRISE	Volume horaire	CM	TD	TP	ECTS
- Droit pénal spécial	30	30			3
- Contrats commerciaux	30	30			3
- Droit européen de la concurrence	30	30			3